

Ensemble, changeons la finance

Financité

magazine

ZOOM : Un marché
toujours plus libéralisé ?

L'IDÉE : La démocratie
économique

Éducation

SOMMES-NOUS ARMÉS FACE À L'ÉCONOMIE ?

QUI SOMMES-NOUS ?

Financité est un mouvement qui rassemble des centaines de citoyens et d'organisations, tous convaincus par un besoin de changement. Son objectif est de construire tous ensemble une finance responsable et solidaire, qui réponde à l'intérêt général, soit proche des gens et au service de tous.

Pour y parvenir, Financité lance chaque semestre un nouveau cycle de réflexion autour duquel il réalise un travail de recherche et d'investigation à travers des études, des rapports et des analyses. Financité organise des ateliers participatifs, des conférences, des formations, des ciné-débats, le Festival Financité, ...

Financité encourage et accompagne des citoyens qui veulent passer à l'action ou s'informer au travers des groupes Financité.

Il se veut porte-parole de ses membres et est là pour transmettre leurs revendications auprès des politiques belges et européens.

Le Financité magazine est une publication du Réseau Financité. Il est édité à 90 000 exemplaires, son but est de faire connaître la finance responsable et solidaire à un public le plus large possible.

Rédaction :
rue Botanique 75, 1210 Bruxelles
(Tél : 02 340 08 60 - Fax : 02 706 49 06)
www.financite.be
Éditeur responsable : Bernard Bayot
Ont collaboré à ce numéro :
Bernard Bayot, Julien Collinet, Nathalie Lemaire, Laurence Roland.
Graphisme et mise en page :
Louise Laurent & Elise Debourny
Impression : La Libre Belgique



REJOIGNEZ LE MOUVEMENT FINANCIÉ

Fort de plusieurs centaines de membres, Financité est un mouvement citoyen qui se bat pour une finance plus responsable et solidaire.



DEVEZ MEMBRE POUR 2€ PAR MOIS :
VOUS RECEVEZ UN AN D'ABONNEMENT NUMÉRIQUE GRATUIT À LA LIBRE BELGIQUE*

Et chaque trimestre, le Financité magazine et le Financité en mouvement (réservé aux membres) dans votre boîte aux lettres.



Infos et adhésions au 02 340 08 60 ou sur www.financite.be.

* Dans la limite des stocks disponibles.



À DÉCOUVRIR CE MOIS-CI

FINANCITÉ EN MOUVEMENT

Le journal réservé aux membres Financité.

LA VIE DU MOUVEMENT

- Namur-Hainaut : Vue directe sur l'investissement local
- Liège-Luxembourg : Les monnaies citoyennes, ça bouge dans la région
- Bruxelles-Brabant : Et si on faisait autrement ?

CAMPAGNE, PLAIDOYER ET RECHERCHES

- Et si l'argent tombait du ciel
- Tout à vendre ?
- La fin de la monnaie

LE 30 SEPTEMBRE,
→ J'ENLÈVE LE BAS.



Rendez-vous sur www.financite.be

QUI DÉFEND L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ?

Bernard Bayot

Rappel des faits. La banque américaine Goldman Sachs est accusée d'avoir joué un rôle déterminant dans le déclenchement de la crise financière de 2007-2008 en créant et diffusant des produits à risque comme des crédits hypothécaires douteux, les subprimes. Ceux-ci ont inondé le marché américain et mondial grâce à une technique, la titrisation, consistant à transformer des actifs comme les crédits hypothécaires en titres négociables. Conséquence : une crise financière mondiale qui a contraint les gouvernements de l'Union Européenne (UE) à secourir leurs banques avec une aide d'urgence sans précédent : 1600 milliards d'euros ont été investis entre 2008 et 2011, soit 13 % du PIB, la « production de richesse » annuelle, dans l'UE. Ce n'est pas tout, Goldman Sachs est aussi mouillée dans le dossier grec, accusée d'avoir spéculé sur le dos de la Grèce tout en se faisant rémunérer par Athènes pour l'aider à gérer sa dette. Avec la conséquence bien connue : la crise de la dette publique grecque, qui est rapidement devenue une crise de la zone euro.

Pendant ce temps, de 2004 à 2014, la Commission européenne est présidée par José Manuel Barroso, qui, le 8 juillet dernier, a été nommé conseiller et président non exécutif des activités internationales de ... Goldman Sachs. Fin de carrière particulièrement choquante, honteuse. Mais ce n'est malheureusement pas tout. Cette porosité extrême entre le monde politique et le secteur financier n'est évidemment pas sans conséquence politique.

C'est ainsi que la Commission a déposé en septembre 2015 deux propositions législatives visant à améliorer la profitabilité de certaines titrisations dans le cadre de l'Union des marchés de capitaux censée créer des emplois durables et de la croissance, projet-phare de l'ancien commissaire aux services financiers, Jonathan Hill, ex-lobbyiste et fondateur d'une agence de conseils. Pourquoi faire (re)courir un tel risque à la stabilité financière et à qui profite le crime ? Poser la question c'est y répondre : relancer la titrisation revient implicitement à promouvoir les activités de banque d'investissement, au détriment des activités de banque traditionnelle basées sur la proximité et le long terme. Elles risquent dès lors d'en tirer plus de bénéfices que les 90 % de PME pour lesquelles un financement fondé sur les marchés de capitaux est largement hors de propos.

Le revolving door (voir Financité Magazine n°41), cette passerelle entre privé et public que Monsieur Barroso a emprunté, mais aussi pression et lobby du secteur financier visent à faire primer l'intérêt de celui-ci sur l'intérêt général : selon Corporate Europe Observatory, 700 institutions défendant le secteur financier, fortes d'une armée de 1700 lobbyistes, représentent plus de quatre fois le nombre de fonctionnaires travaillant sur les questions financières auprès de l'Union Européenne.

Cette porosité extrême entre le monde politique et le secteur financier, c'est avant tout un enjeu de démocratie. Auquel nous devons apporter une réponse forte, sans attendre. Urgent de séparer politique et finance avant le prochain crash ! ■

GUERRE DES CHAPELLES, À L'UNIVERSITÉ

Dans de nombreuses universités est né un sentiment de révolte par rapport à l'enseignement de l'économie. Seule la pensée néo-libérale aurait sa place dans les amphithéâtres. L'université ne serait-elle plus le lieu de débat et d'ouverture d'esprit qu'elle est censée représenter ?

Julien Collinet

Mercredi 2 novembre 2011, Harvard. Ce matin-là, soixante-dix étudiants se lèvent comme un seul homme pour quitter brusquement le cours de Gregory Mankiw. Le happening est hautement symbolique et intervient dans la foulée du mouvement « Occupy Wall Street ». Le professeur officiant ce jour-là est l'une des vedettes de la faculté d'économie de la prestigieuse université américaine. Ancien responsable de l'équipe économique de George W. Bush, son manuel, « Principes de l'économie », vendu à des millions d'exemplaires et traduit en pas moins de vingt langues, fait office d'ouvrage de référence pour des milliers d'étudiants en première année de sciences économiques. Dans une lettre ouverte, les étudiants contestataires expliquent leur geste par la volonté de dénoncer *un cours qui épouse une vision spécifique – et limitée – de l'économie qui perpétue les systèmes inefficaces et problématiques des inégalités économiques de notre société actuelle*. Le mouvement de contestation

s'est ensuite étendu au Royaume-Uni puis à la France, avant de s'institutionnaliser. Quarante-deux associations de dix-neuf pays européens ont ainsi créé l'ISIPE (Initiative étudiante internationale pour le pluralisme en économie). Au cœur des débats figure le manque de pluralisme des enseignants en sciences économiques. D'un côté, l'écrasante majorité des économistes dits « orthodoxes » ou « néo-classiques », libéraux et convaincus de la toute-puissance d'un marché autorégulé ; de l'autre, franchement minoritaires, les économistes hétérodoxes (regroupant notamment marxistes et pots-keynésiens, voir encadré p.7). Les premiers auraient fait main basse sur l'Université en occupant l'immense majorité des postes de professeurs et en empêchant tout débat d'idées. Les seconds davantage situés à gauche de l'échiquier politique, intégrant, eux, d'autres sciences humaines à leur travail, seraient ostracisés des facultés d'économie.

À l'intérieur de nos frontières, les revendications des étudiants en économie se sont fait entendre à l'ULB, mais elles ont, surtout, trouvé écho au sein de l'Université catholique de Louvain (UCL). Avec la crise de 2008, il y a eu un renouveau de la contestation, les étudiants ont commencé à se poser des questions sur la manière dont on leur enseignait leur matière. Ils ont remarqué qu'on n'abordait jamais la crise au sein des cours, ni les problèmes écologiques ou la montée des inégalités, explique Olivier Malay, l'un des étudiants à l'origine du mouvement et aujourd'hui doctorant. Constituée d'un noyau dur d'une quinzaine d'élèves, l'initiative néolouvaniste a le mérite d'avoir déjà abouti à des résultats concrets. Des séminaires sur les questions alternatives en termes d'économie ont été mis en place, et surtout, un cours, optionnel certes, de développement durable sera proposé à la rentrée universitaire.

L'économie est-elle une science ?

En regardant en arrière, Olivier Malay jette un regard désabusé sur sa formation. *J'ai choisi ce cursus afin de comprendre l'économie. Au final, j'ai été obligé de le faire de manière autodidacte. On ne parle pas beaucoup d'économie réelle dans les cours, mais principalement de mathématiques. Surtout durant le bachelier, on privilégie l'aspect technique comme les mathématiques et la modélisation plutôt que la connaissance des faits économiques et leur interprétation. Et quand il y en*



La contestation est née sur les campus américains dans le sillage du mouvement Occupy Wall Street.

DOSSIER

ÉDUCATION SOMMES-NOUS ARMÉS FACE À L'ÉCONOMIE ?

L'économie souffre-t-elle d'une dictature de la pensée unique ? A l'université, dans les médias, un seul modèle semble avoir droit de cité. Face au chômage et à la crise, l'austérité et la rationalisation sont encore trop souvent présentées comme les uniques solutions. Devant cette hégémonie, citoyens, et étudiants ont-ils toutes les cartes en main, pour développer un esprit critique et éclairé face aux défis économiques ? La solution ne passerait-elle pas aussi, par une meilleure éducation à ces sujets, et ce dès l'école ?

$$R = \frac{adt}{dx}$$

$$-\frac{R}{2} \left\{ 3u_k^n - 4u_{k-1}^n + u_{k+2}^n \right\}$$

$$\left\{ -4(-1)^n + (-2)^n \right\}$$

$$\left\{ \frac{\partial u}{\partial x} (dx)^n + \frac{\partial^2 u}{\partial x^2} (dx)^2 \right\}$$

$$u_k^{n+1} - u_k^{n-1} = -R(u_{k+1}^n - u_{k-1}^n)$$

$$u_k^{n+1} = \hat{u} \exp(\ln(u_k^n) + k\mu x)$$

$$e^{-u_k^n} = -R(u_{k+1}^n - u_{k-1}^n)$$

$$2 \sin(k\mu x) = -R e^{-u_k^n} - 1$$



© Julien Collinet

a, c'est souvent avec un biais en faveur du marché. En analysant les programmes des bacheliers des principales universités francophones, le constat est en effet accablant (voir graphique). Les cours de micro-économie, de gestion et de statistiques se taillent la part du lion. L'histoire de l'économie, des différentes théories économiques ou de la monnaie sont en revanche peu étudiées. À l'Université de Liège, il n'y a tout simplement aucun cours d'histoire de l'économie. On présente l'économie comme une science dure. Pourtant cette matière est éminemment politique, poursuit Olivier Malay. Preuve de cette volonté d'institutionnaliser et de revendiquer l'aspect scientifique de l'économie, la remise de la récompense communément appelée « prix Nobel d'économie » relèverait d'une mystification. Celui-ci n'a pas été créé par Alfred Nobel, mais par la banque de Suède, en 1969. Son titre exact est « prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ».

« Les cours sont beaucoup trop techniques. Les universitaires ne parviennent plus à répondre à des problèmes de société comme le chômage. »

Guerre d'influence

L'orientation des universitaires est ainsi au cœur du débat. Selon les partisans d'un enseignement pluraliste, l'Université souffrirait d'une guerre d'influence. À ce petit jeu, les économistes néo-classiques bénéficieraient d'une position hégémonique, au détriment des post-keynésiens, dont les derniers représentants seraient proches de la retraite, et des marxistes (qui ont, pour la plupart, disparu en même temps que l'URSS). Jacques Moriau situerait

ce tournant à la fin des années 90. Ce sociologue, officiant à l'ULB, a fondé avec d'autres universitaires l'« Atelier des chercheurs pour une désexcellence à l'université ». Selon ce collectif, la pensée managériale et néo-libérale aurait investi l'Université depuis plus d'une décennie. Il serait de toute façon très difficile aujourd'hui de redonner un poids à une autre pensée. Particulièrement en économie, où les économistes néo-classiques ont tout verrouillé. Il y a un lien de reproduction entre les professeurs, poursuit Jacques Moriau. À l'UCL Christian Arnsperger, chantre de l'éthique appliquée à l'économie, a été poussé vers la sortie et enseigne désormais en Suisse. Paul Jorion, anthropologue et économiste hétérodoxe, connu pour avoir anticipé la crise des subprimes, anciennement chargé de cours à la VUB¹, a été licencié en septembre 2015 pour des motifs selon lui fantaisistes. Son faible niveau d'anglais a ainsi été mis en cause, et des plaintes auraient déposées par des étudiants. D'après Jorion ces prétextes cachent la volonté de l'université

PART DES MATIÈRES SUR LES 3 ANNÉES DE BACHELIER EN SCIENCES ÉCONOMIQUES (ULB, UCL, ULG)

Gestion/Droit	32,00%
Micro-Macro économie	16,50%
Maths-Statistiques	16,50%
Langues	11,00%
Problèmes économiques contemporains	8,00%
Sciences humaines	6,50%
Histoire de la monnaie, Finance	5,50%
Histoire de l'économie	4,00%

La crise des subprimes n'est que survolée dans la majorité des cursus économiques.

de se conformer à un discours pseudo-mathématique, pseudo-scientifique, qui est de la poudre aux yeux, de la propagande qui ne devrait pas être déversée dans les universités.

Le mercato des professeurs

La nomination des nouveaux professeurs est stratégique. Une commission chargée d'examiner les demandes de nomination du corps enseignant, composée de professeurs - la plupart du temps en lien avec le cours en question - est nommée par le doyen. Un processus qui pousserait à la reproduction des orthodoxes, en position de force. Mais surtout, à l'ULB notamment, les critères ont changé à l'aube des années 2000. Auparavant, le recrutement était effectué en interne, ce qui véhiculait l'idée d'une université refermée sur elle-même, fonctionnant à l'image d'une communauté. Une logique de concurrence des établissements est ensuite apparue, les classements comme celui de Shanghai, notant les établissements, ont pris de plus en plus d'importance. Aujourd'hui, les Universités tentent dès lors d'attirer des chercheurs de l'étranger. Les professeurs ont aussi une valeur, poursuit Jacques Moriau. Cela s'apparente au marché des transferts en football. Il existe en fait des classements déterminés par un index, l'indice H, afin de coter les scientifiques, selon leur nombre de publications, la qualité des revues où ils ont publié, etc. Et les revues les mieux cotées, les plus prestigieuses comme l'*American review of economics*, ne publient que des travaux mainstream. Si vous êtes keynésiens, vous devrez vous tourner vers des revues plus confidentielles, et votre index en sera fortement impacté. Un double handicap pour les économistes hétérodoxes. Cela répond à une logique de marché, affirme Jacques Moriau. La même logique fonctionne pour les étudiants désireux d'entreprendre une thèse. Ils auraient le plus grand mal à trouver un directeur de thèse s'ils ne rentrent pas dans le moule. Pierre Pestiau, est aujourd'hui professeur émérite à l'Université de Liège. Il y dispensait des cours de macro-économie et de recherche d'économie publique depuis les années 70. Il a ainsi pu observer ces récentes évolutions et son regard n'est pas si noir. On était très loin en Belgique du niveau des universités anglo-saxonnes. Depuis, l'enseignement s'est modernisé. On a rattrapé une partie du retard. Même s'il est vrai que les cours sont maintenant beaucoup plus techniques. Cela a des conséquences directes sur notre société. Les économistes ne parviennent plus à répondre à des problèmes comme le chômage. Pourtant dans une région comme celle du bassin liégeois, cela aurait du sens.

Solvay, c'est du champagne

Autre phénomène récent, les sciences économiques attireraient de moins en moins de monde. À Liège, il y avait à l'époque plus de 150 élèves intéressés par l'économie, aujourd'hui, ils ne sont plus que 20 poursuit Pierre Pestiau. Mais si l'économie n'attire



© Mark Robinson

plus, alors à quoi aspirent les étudiants ? Les formations en gestion et management, elles en revanche, font rêver les futurs diplômés. Et les grands établissements belges l'ont compris. À Liège, les bacheliers et masters en économie sont passés sous la coupole de HEC Liège, la business school de l'ULg. Idem à Bruxelles, où la prestigieuse école Solvay a fusionné en 2008 avec le département d'économie de l'ULB. On regarde d'ailleurs un peu de haut les étudiants en éco, explique Antoine, qui vient de terminer son master de gestion à Solvay. Le jeune homme a conscience de faire partie d'une élite. La renommée de Solvay, son réseau, les anciens élèves prestigieux, comme Didier Bellens, nous sont vendus comme modèles tout le long de nos études. On trouve du travail très facilement, car l'école est très bien cotée. Antoine a déjà d'ailleurs reçu plusieurs propositions d'emploi, de cabinets d'audit notamment. De nombreuses conférences sont organisées avec des entreprises. Il y a des événements où on est en contact direct avec elles, comme les Solvay Business games. Certaines m'ont invité à visiter leurs locaux. Elles m'ont sorti le grand jeu : traiteur particulier ou grand restaurant. Le monde de l'entreprise est ainsi très présent. Dans le nouveau bâtiment qui abrite l'école, tranchant avec les autres édifices du campus du Solbosch, chaque auditoire est frappé d'une plaque au nom des généreux donateurs privés qui ont financé les travaux. Les chaires, quant à elles, portent elles le nom de grandes entreprises comme Ab-InBev, GDF-Suez ou encore BNP Paribas Fortis pour celle qui est spécialisée dans le domaine bancaire. ■

1. Vrije Universiteit Brussel

LES PRINCIPAUX COURANTS DE PENSÉE ÉCONOMIQUE

POST-KEYNÉSIANISME :

Inspiré par les travaux de Keynes. Ce dernier prônait des politiques d'investissement par l'État. La majorité des économistes hétérodoxes s'inscrivent dans ce courant et intègrent d'autres sciences humaines pour nourrir leur réflexion. A ne pas confondre avec les néo-keynésiens proches de la théorie néo-classique.

ÉCOLE NÉO-CLASSIQUE :

Convaincus du libre-échange, de l'efficacité des marchés et de la rationalité économique, ces économistes prônent une politique monétaire stricte en vue de limiter l'inflation. La micro-économie demeure la matière principale. Ils occupent la grande majorité des postes de professeurs à l'université.

MARXISME :

Théorie développée suite aux travaux de Karl Marx. Celui-ci prédit la fin du capitalisme, car le creusement de l'écart de rémunération entre propriétaires et prolétaires finira par engendrer une révolution et une nouvelle organisation sociale. Ces économistes ont pour la plupart disparu avec la chute de l'URSS.

MÉDIAS, L'ÉCONOMIE SOUS PRESSION

En crise et souvent accusés de tous les maux, les médias continuent pourtant de susciter l'attention du public, la télévision en particulier. 91 % des Belges la regardent tous les jours, pour une moyenne quotidienne de plus de 3 h par personne. Mais comment les médias traitent-ils l'économie ?

Julien Collinet

— C'est mon prédécesseur, Roger Debroux, qui, en 1988, a eu l'idée de faire une chronique économique à la radio. À l'époque, cela paraissait complètement surréaliste, se remémore Michel Visart, journaliste économique à la RTBF. Longtemps, l'actualité économique est restée confidentielle dans les colonnes des journaux grand public. Le dernier quotidien francophone économique du pays, L'Écho,

ne s'est d'ailleurs intéressé longtemps qu'aux marchés financiers (il s'intitulait L'Écho de la Bourse jusqu'en 1990) et restait donc réservé à un lectorat très spécialisé, allant des boursicoteurs aux dirigeants d'entreprise. La Libre Belgique avait, elle, lancé La Libre Entreprise dans les années 1980. Durant les deux dernières décennies, la couverture des problématiques économiques n'a cessé de grandir. Il y a eu un vrai tournant avec la crise de 2008, poursuit Michel Visart. Les gens étaient demandeurs. Il y a eu

un réel besoin de comprendre. On a été obligé de faire un gros travail de vulgarisation. Il a fallu trouver des angles accessibles : pourquoi cela me touche en tant que citoyen ? Pour expliquer les grands phénomènes, on va donc désormais analyser comment ils impactent directement le portefeuille des gens, comme la hausse des prix du gaz par exemple... Malgré ces efforts, le niveau de connaissance des Belges et leur intérêt pour les questions financières restent toutefois relativement limités (voir encadré).



© Nastco / Thinkstock

ÉDUCATION À L'ÉCOLE : ENCORE DU CHEMIN À FAIRE

Les Belges sous-éduqués financièrement ? Il est vrai que l'économie et les finances font peur à beaucoup de personnes. Côté flamand, un cours d'éducation financière est en place depuis plusieurs années. Ces cours ont pour but d'apprendre aux élèves à utiliser des services bancaires basiques tels que les comptes d'épargne, les emprunts hypothécaires ou le crédit. 70 % des élèves en communauté flamande ont ainsi bénéficié d'un enseignement sur des questions financières pendant plus de deux ans. En Belgique francophone, en revanche, les élèves n'ont pas à proprement parler de cours d'éducation financière. Des notions sont abordées mais de façon transversale, dans d'autres matières telles que les mathématiques. Cette lacune de formation se fait fortement ressentir sur les habitudes de consommation des Belges une fois adultes, avec de graves conséquences en matière de surendettement notamment. Selon une étude de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA), une famille sur deux n'établit pas de budget pour son ménage. 18 % seulement des personnes interrogées pensent avoir de bonnes

connaissances financières. Enfin lorsqu'il souscrit un produit financier (compte d'épargne, compte courant, crédit...), seul 1 sondé sur 3 compare les offres de différents prestataires.

Sous l'angle de la consommation responsable

Les choses évoluent toutefois. Au mois de juin, le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles approuvait une proposition de résolution afin de demander au gouvernement d'intégrer l'éducation financière et la sensibilisation à la consommation responsable dans le cursus scolaire. Cette dernière permet d'envisager notre consommation en tenant compte de critères écologiques, sociaux et éthiques. Une directive a enfin été envoyée par la ministre de l'Éducation, Marie-Martine Schyns, aux enseignants francophones. La ministre leur suggère d'utiliser une série d'outils, comme la plateforme Wikifin recensant des jeux et ressources pour l'éducation financière, ou le guide de Financité « Éducation vers une consommation responsable » proposant une cinquantaine d'outils pédagogiques innovants, disponible sur www.consoresponsable.be

© Lucia Clay

Les cordons de la bourse

Les médias ne sont peut-être pas eux-mêmes toujours à la hauteur de ce devoir de pédagogie. L'exemple récent de la couverture médiatique du Brexit est flagrant¹. Peu après les résultats du référendum de juin dernier, affirmant la volonté des Britanniques de quitter l'Union européenne, la majorité des articles ou de sujets télévisés traitant d'économie se sont focalisés sur la réaction des marchés boursiers, sous un angle bien souvent catastrophique. L'habituelle volatilité des marchés financiers ne pouvait pourtant en aucun cas laisser penser que le Brexit conduirait inévitablement à une crise financière majeure. Les Bourses européennes se sont d'ailleurs relevées depuis lors. On pourrait penser que cette importance réservée aux marchés pourrait s'expliquer par l'intérêt particulier des Belges pour la chose. Ce n'est pourtant pas le cas. En Belgique, un peu moins de 15 % des ménages détiennent des actions individuelles d'entreprises cotées en bourse, d'une valeur médiane de 5100 € à peine par ménage selon la Banque nationale de Belgique. Quant à chiffrer la part des titres britanniques dans cette proportion, on peut dire avec certitude qu'elle ne peut y être qu'égale... ou inférieure. Nos journalistes sont trop spécialisés, insiste David Leloup, journaliste d'investigation et auteur de plusieurs documentaires sur des scandales financiers. Les rédactions anglo-saxonnes, ont pris l'habitude de ne pas laisser un journaliste plus de cinq ans dans une rubrique. Cela permet d'avoir un regard neuf sur une discipline et de rester près des préoccupations de leurs lecteurs. À l'inverse des hommes politiques, qui ont besoin des médias, les acteurs économiques s'y font discrets. Très peu d'enquêtes économiques sortent dans les journaux. Les récentes fuites, telles que les Panama Papers ou Lux Leaks, n'ont été possibles que parce que des lanceurs d'alertes ont choisi de contacter directement la presse pour révéler un scandale. La presse demeure en grande difficulté, poursuit David Leloup. Les journalistes qui ont le temps d'enquêter sont très rares. Il y a également un complexe chez les journalistes eux-mêmes par rapport à tout ce qui est financier. On croit que c'est compliqué, pourtant ce n'est pas une science dure. Tout le monde peut travailler sur ce sujet.

« Les banques ont tout à gagner à avoir des économistes réactifs qui pourront s'exprimer au journal télévisé. »

Le bal des experts

L'une des critiques souvent formulées à l'encontre des médias concerne la faible diversité des experts interrogés. Les Bruno Colmant (Banque Degroof-Petercam), Philippe Ledent (ING) ou Étienne de Callataÿ (Orcadia Asset Management) sont très régulièrement invités à s'exprimer sur les plateaux TV ou dans les colonnes des journaux. Ils traînent dans les rédactions une réputation de « bons clients », à savoir des interlocuteurs capables de résumer un message clair et compréhensible s'inscrivant dans les formats imposés par la presse. Les employeurs de ces experts, des institutions financières, peuvent toutefois jeter le trouble quant à leur impartialité. Et le risque d'un conflit d'intérêts par rapport à la teneur de leurs propos n'est jamais très loin. Ça peut être ambigu, reconnaît Michel Visart. Mais, on se fait le devoir de toujours préciser pour qui travaille un économiste. Et la plupart du temps, ce n'est pas la banque qui parle, mais l'expert. Ce serait sans doute plus facile, en France, de trouver des voix discordantes, comme les Économistes Atterrés, mais en Belgique les Universitaires sont, pour la majorité, orthodoxes. Les banques ont ainsi compris qu'elles avaient tout à gagner à avoir des économistes bien informés et réactifs qui pourront leur assurer un peu de notoriété en s'exprimant au journal télévisé. C'est aussi la faute des syndicats ou des partis de gauche, qui n'ont pas encore réussi à imposer des économistes alternatifs, conclut David Leloup. ■

1. O. Jerusalem, Brexit. Les journaux grand public jouent-ils à nous faire peur ?, Financité, 2016

ZOOM

UN MARCHÉ TOUJOURS PLUS LIBÉRALISÉ?

Depuis juillet 2013, des négociations ont été lancées entre l'Union européenne et les États-Unis en vue de signer un traité de libre-échange, le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership). Celui-ci vise à créer un marché économique transatlantique englobant l'Union européenne et les États-Unis. Tour d'horizon des enjeux économiques et financiers.

545 euros en plus par ménage et par an. C'est le pouvoir d'achat supplémentaire que le TTIP rapporterait aux citoyens européens selon le Centre de recherche de politiques économiques de Londres (CEPR). L'indépendance de ce genre d'études a toutefois été souvent remise en question. Et pour cause ! Lorsque l'on analyse les soutiens du CEPR, on constate que celui-ci est financé presque exclusivement par des institutions financières telles que JP Morgan, BNP Paribas ou encore ING. Derrière ces effets d'annonce, d'autres travaux contredisent ces affirmations. Selon Jeronim Capaldo un chercheur de la Tufts University, l'Union européenne subirait au contraire une « diminution de la croissance de 0,3 à 0,5 % du PIB, une perte annuelle de revenus de 3400 à 5550 euros par travailleur, une suppression de près de 600 000 emplois et des pertes fiscales d'environ 0,64 % du PIB. »

La Commission européenne estime, elle, à 0,5 % le gain attendu du traité sur le PIB. Encore une fois, il est extrêmement difficile de jauger l'impact global sur notre économie. Il est même possible qu'une ouverture accrue des frontières entraîne une destruction d'emplois. Lorsque la zone de libre-échange a été lancée en 1993 entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, elle devait engendrer des millions d'emplois. Il s'est avéré que cet accord (Alena) a produit l'effet inverse sur l'économie américaine. L'augmentation des exportations n'a pas compensé la concurrence exacerbée et l'importation de produits étrangers, provoquant la destruction nette de près de 900 000 emplois en 10 ans. Des secteurs européens, tels que l'agriculture, pourraient, de la même façon, souffrir face à la concurrence américaine.

Quels moyens

Le principal objectif du TTIP est de diminuer les taxes douanières. Dans le cas de l'Europe et des États-Unis, les tarifs douaniers sont déjà assez bas en moyenne (de 2 à 2,5 %) mais comportent encore des pics tarifaires dissuasifs. Par exemple, les produits laitiers sont frappés d'une taxe de 22 % à l'entrée sur le sol américain, de son côté, l'Union européenne taxe la viande importée à hauteur de 45 %. Le traité a également pour objectif d'éliminer les obstacles

au commerce et à l'investissement, soit les barrières non tarifaires. Il s'agit de l'ensemble des normes, quotas ou autres règles (l'accès aux marchés publics par exemple) qui freinent l'importation de produits et services américains sur le sol européen, et inversement. Les opposants au traité craignent que les normes européennes, souvent très strictes, s'alignent sur les normes américaines. En effet, lorsque deux parties harmonisent leurs règles, il y a toujours le risque d'un « nivellement par le bas ». Cette harmonisation réglementaire interpelle, car elle est susceptible de remettre en cause des normes et des standards qui constituent des outils de protection pour les travailleurs et les consommateurs. Cela pourrait avoir un impact sur la protection des données personnelles, l'environnement (l'utilisation de pesticides, l'exploitation du gaz de schiste...), la culture des OGM, ou encore la régulation financière.

Le cas de la finance

L'idée de libéraliser encore un peu plus le système financier peut d'ailleurs paraître risquée. La crise financière de 2008 a en effet prouvé la nécessité de réglementer la finance de façon plus stricte pour empêcher la possibilité d'une envolée des prix formant des bulles spéculatives. Pourtant, en Europe, depuis lors, très peu a été fait en termes de régulation. Et des fuites concernant le TTIP permettent de penser que cela pourrait être encore pire. L'Union européenne propose ainsi un mécanisme qui supprimerait les réglementations plus contraignantes que nécessaire¹. S'il est certain qu'il y aura un chapitre sur le secteur financier dans le TTIP, notons tout de même que les États-Unis sont plus frileux quant à une réelle réglementation financière commune. En effet, le pays a été beaucoup plus loin que l'UE en matière de normes financières,

notamment avec le Dodd-Frank Act, qui regroupe un ensemble de lois adoptées en 2010 afin de réguler le système financier. Les États-Unis ne semblent pas prêts à faire des concessions pour abaisser leurs nouvelles normes. Mais l'Union européenne, les lobbys financiers et Wall Street font pression pour libéraliser les services financiers par le biais du TTIP².

Une séparation bancaire impossible

La proposition de l'Union européenne implique la formation d'un « organe de coopération réglementaire » où des spécialistes des deux côtés de l'Atlantique se réuniraient pour essayer de faire converger leurs législations des services financiers. Chaque année, un point devrait être fait sur tous les changements de réglementations envisagés pour que l'organe puisse donner son avis, et cela avant même que les textes de loi soient soumis au débat parlementaire. S'il est difficile d'améliorer les normes financières au sein même d'un État, on peut se douter qu'un tel organe, non démocratique et objet de tous les soins du lobby financier, ne placera pas forcément l'intérêt public en priorité. La séparation entre les banques commerciales et les banques d'investissement, par exemple, qui est revendiquée par beaucoup, pourrait devenir tout simplement impossible à instaurer, car contraire aux règles du futur marché. Autrement dit, la marge de manœuvre pour améliorer et/ou changer le secteur financier s'en verrait considérablement réduite. Depuis la crise, l'Union européenne et ses pays membres n'ont pas pris de réelles mesures à même de nous protéger d'une nouvelle crise. La législation n'envoie pas de message clair permettant de rassurer les citoyens, et ceux-ci restent encore très méfiants par rapport au système financier et bancaire. Il y a fort à parier qu'un marché financier encore plus grand et plus libéralisé ne serait pas la meilleure manière de regagner leur confiance. ■

1. Corporate Europe Observatory, « Leaked document shows EU is going for a trade deal that will weaken financial regulation »,
2. Finance watch, « Exclure les services financiers du TTIP ? », Dossier n°2 : Comprendre la Finance, disponible sur www.finance-watch.org



« NOUS AVONS RENOUVELÉ LES FORMES DE CONTESTATIONS »

Depuis cet été, un collectif répondant au nom de « TTIP Game Over » a organisé à Bruxelles plusieurs actions choc pour afficher son opposition au traité transatlantique. Rencontre avec Édith, l'une de ces activistes.

Comment en êtes-vous venue à vous engager contre le TTIP ?

Comme toute personne qui circule dans les milieux engagés, ce type de débat m'intéressait. Je me suis rendue à une réunion d'information, et très vite le TTIP m'est apparu comme une mesure dont il fallait se méfier. Au début j'utilisais le terme traité transatlantique, je trouvais ça beaucoup plus parlant que ces acronymes TTIP ou TAFTA. Au-delà du fond, c'est surtout l'absence de processus démocratique dans les négociations qui est inquiétant. S'il était démocratique je pourrais aller au-delà de mes réticences et laisser les négociations se dérouler.

Quelle est l'originalité de ce collectif ?

Il est tout d'abord uniquement composé de citoyens. Nous revendiquons également des actions de désobéissance civile ou actions directes non-violentes. Le recours à ce type de démarches est nécessaire et légitime car en face les moyens sont colossaux. Les opposants au traité avaient réussi à recueillir le million de signatures nécessaire pour une initiative citoyenne européenne contre le traité. Mais la Commission européenne l'a refusé pour d'obscures raisons (NDLR : La Commission européenne a expliqué ce refus par le fait que les initiatives citoyennes sont prévues seulement pour instaurer de nouvelles lois, et non pour contester un texte en cours de négociation ou d'écriture).

Ces nouvelles formes d'actions ont-elles plus de poids que des manifestations ou pétitions traditionnelles ?

Je ne sais pas si ces actions sont plus efficaces que les manifestations. Elles sont surtout complémentaires. Il est certain que TTIP Game Over ne va pas à lui seul bloquer le traité, mais ça a un impact et cela attire les médias. 700 affiches ont été placardées dans les couloirs du métro bruxellois à la place des publicités traditionnelles, l'écran publicitaire de la place De Brouckere a été piraté. Ces deux actions ont beaucoup fait parler. Aussi parce que c'est une façon de renouveler la contestation. Ce n'est pas parce que l'on se défend comme radical, que ça ne peut pas être joyeux ou ludique.

Cela attire-t-il un nouveau type de militants ?

C'est certain. Lorsque des formations à l'action directe et non-violente sont organisées, elle attirent beaucoup de monde, mais surtout un public neuf. La grande majorité des participants est composée des gens qui ne sont pas particulièrement actifs dans le monde associatif. Et il faut comprendre qu'ils sont très motivés, cela nécessite beaucoup de temps, exige parfois de prendre des congés... Pourtant, cela peut être décourageant de se battre contre une grosse machine comme le TTIP. J'étais très déçu de la faible mobilisation lors de la dernière manifestation au printemps. Là, une nouvelle dynamique est en marche, et ce n'est que le début.



LES CONSEILLERS FINANCIERS PEU INTÉRESSÉS PAR L'ISR

Seulement un conseiller financier européen sur deux propose à ses clients des fonds d'investissement socialement responsable (ISR) selon une étude commandée par le gestionnaire de fonds Candriam Investors Group. Preuve que ces conseillers financiers sont encore trop mal formés sur la question, seuls 35% se déclarent « très familiers » avec les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Pourtant une forte majorité d'entre eux perçoivent une valeur ajoutée dans l'application des principes ESG lors de la sélection des titres boursiers. L'étude révèle également un manque de proactivité des professionnels à proposer des produits ISR. Toutefois, ils sont plus de 70 % à estimer que ce type de fonds va augmenter dans les cinq et dix prochaines années.

DES « BANKSTERS » DERRIÈRE LES BARREAUX



© Blogtrepreneur

En plein Brexit, quatre traders de la banque Barclays ont été condamnés au Royaume-Uni pour leur implication dans le scandale du Libor. Ceux-ci ont écopé de peines allant de deux ans et neuf mois à 6 ans et demi de prison ferme. La justice britannique est l'une des plus sévères au sujet des crimes financiers. Le Libor est un taux auquel les banques se prêtent entre elles et qui est fixé par les banques elles-mêmes. Des établissements comme Barclays l'ont manipulé de façon frauduleuse afin d'augmenter leurs profits selon les tendances du marché. En Irlande, ce sont deux ex-banquiers de l'Anglo Irish Bank qui ont été condamnés à 3 ans et demi et deux ans de prison. La faillite de cet établissement avait coûté 30 milliards d'euros aux Irlandais. Les banquiers étaient accusés d'avoir manipulé le bilan de leur banque en pleine crise. Le ministre des Finances du pays a affirmé qu'il faudrait 15 ans au minimum pour récupérer les fonds injectés.

LA BELGIQUE FREINE SUR LA TAXE TOBIN

La taxe européenne sur les transactions financières qui devait être négociée en juin ne connaîtra finalement son dénouement qu'en septembre. Selon le ministre autrichien des Finances qui préside les discussions, « si aucune solution n'est trouvée d'ici là, il est très probable que nous n'y arriverons pas du tout. » Pourtant pionnière sur ce sujet, la Belgique a depuis peu retourné sa veste. Selon les partisans de cette mesure, la Belgique multiplierait les propositions d'exemption, comme par exemple pour les produits dérivés. Conséquence : cette taxe serait vidée de sa substance. Celle-ci pourrait pourtant rapporter entre 20 et 22 milliards d'euros selon la Commission européenne. En juin, des associations ont organisé un enterrement symbolique de la taxe devant le Parlement fédéral belge pour dénoncer l'attitude du gouvernement.



BARROSO À L'AISE DANS SES PANTOUFLES

Nous avons consacré notre Financité Magazine du mois de mars aux phénomènes des « revolving doors », ou pantoufflage, dans la finance. Cette pratique, qui consiste à travailler dans un service public puis une entreprise privée, ou inversement, implique de sérieux risques de conflits d'intérêts. Déjà épinglé pour ses vingt-deux mandats, l'ancien président de la Commission européenne, Manuel Barroso, a créé un tollé en plein été. Le Portugais a en effet été nommé conseiller et président non exécutif des activités internationales de la puissante banque Goldman Sachs. Devant l'indignation des citoyens, certains gouvernements, en France notamment, ont été jusqu'à demander à Barroso de renoncer à cette nouvelle fonction. En vain.



© European people party

BNP DOUBLE CERTAINS FRAIS BANCAIRES ET AFFICHE DES BÉNÉFICES RECORDS

Les banques belges font pression depuis plusieurs mois pour faire lever l'obligation d'un taux d'intérêt minimum légal des comptes d'épargne (0,11 %), allant jusqu'à interpellier le gouvernement à ce sujet fin août. En attendant, pour contrecarrer les taux plancher qui les affaibliraient, des établissements ont décidé d'augmenter certains frais. BNP Paribas, a ainsi doublé les frais liés au refinancement d'un crédit immobilier (de 350 à 700 €). L'ouverture d'un nouveau dossier passe, elle, de 300 à 500 €. L'objectif est également de dissuader les clients qui profitent des taux actuels pour refinancer leur emprunt hypothécaire. Le même jour, BNP Paribas Fortis annonçait que son bénéfice sur le premier semestre avait dépassé le milliard. Soit une hausse de 4,8 % par rapport à 2015.



DES COMPTES D'ÉPARGNE TOUJOURS PLUS REMPLIS

Malgré des taux d'intérêts planchers, les comptes d'épargne des Belges ont continué de gonfler. Ils atteignent ainsi en juillet un total record de pas moins de 265 milliards d'euros selon des statistiques publiées la semaine dernière par la Banque nationale de Belgique. Par rapport au seul mois de juin, cela représente une hausse de plus de 871 millions d'euros. Les comptes à vue, eux aussi, sont en nette augmentation puisqu'ils abritent 75 milliards d'euros, soit 5300 euros par ménage belge en moyenne. En un an, ils ont gonflé de 9 milliards d'euros. Ces chiffres cachent toutefois de réelles fractures dans le pays, puisque 46% des Belges n'épargnent tout simplement pas.



© Camilo Rueda Lopez

EN FINLANDE, UN REVENU DE BASE POUR ACCENTUER LA PRÉCARITÉ

Après l'échec de l'initiative suisse pour l'instauration d'une allocation universelle, la Finlande se laisse tenter par l'expérience. La promesse faisait partie du programme, du premier ministre centriste Juha Sipilä, arrivé au pouvoir en 2015. A partir du 1er janvier 2017, une expérimentation sera menée auprès de 2000 personnes sans emploi. Ces dernières recevront pendant deux ans chaque mois 560€ et se verront retirer... toutes leurs allocations actuelles. En aggravant un peu plus la situation des personnes précaires, le gouvernement finlandais voudrait faire de cette mesure une incitation au travail, loin du progrès social annoncé par ses partisans. De surcroît, en limitant son accès à une population précise, l'idée de l'allocation universelle est galvaudée. Celle-ci consiste à verser à toute personne une somme d'argent sans condition de ressources, ni d'obligation de travail, de sa naissance jusqu'à sa mort.



LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE

→ L'annonce de la fermeture du site Caterpillar à Gosselies, menace directement 2000 emplois, sans compter les sous-traitants. Face à ce nouveau séisme social, est-il encore possible de mettre en place une démocratie économique ?

Bernard Bayot

— Pour le Premier Ministre Charles Michel, avec le cas Caterpillar on touche aux limites du système. C'est une entreprise qui fait du bénéfice, qui distribue des dividendes et qui est peu endettée, mais qui est confrontée à, disent-ils, des surcapacités mondiales de production. C'est révoltant. Pour le Ministre-président wallon Paul Magnette, même la direction belge n'a pas été tenue au courant. Ce sont quelques directeurs financiers uniquement intéressés par le versement de davantage de dividendes à des actionnaires. Du fin fond des États-Unis, ils ont rayé de la carte un site sans la moindre considération pour des milliers de familles et de sous-traitants, aujourd'hui dans une situation de détresse profonde.

C'est peu dire que ce nouveau séisme social, démontre la fragilité d'une entreprise qui recèle une extrême divergence d'intérêts, potentielle ou avérée, entre les actionnaires et les travailleurs, mais aussi entre un centre de décision et une réalité de terrain séparés par des milliers de kilomètres. Où l'intérêt particulier des uns et des autres guide des actes unilatéraux d'une violence inouïe.

Dans le même temps, la société wallonne IBA, le premier fournisseur mondial de solutions de protonthérapie pour le traitement du cancer, a fêté en grande pompe ses 30 ans d'existence. Pierre Mottet, son président, évoque un moment critique qu'a connu IBA dans son histoire : *Quand les actionnaires de type Ventures Capital, qui détenaient la majorité du capital ont souhaité céder l'entreprise, le repreneur, le seul qui s'est présenté était un concurrent. Il a d'ailleurs été explicite sur le sujet pour en gros fermer les portes. Et, à ce moment-là, nous avons rencontré le personnel. On leur a dit « Est-ce que vous voulez avec nous reprendre l'entreprise ? », ce qu'on a fait. On a pris une dette importante. On a racheté les actions au Ventures Capital qui voulait les vendre. Et, aujourd'hui, c'est le holding constitué à l'époque qui détient toujours le contrôle de la Société.*



© Mening.com

Cet exemple ne nous montre-t-il pas de façon éclairante que le garant de la continuité d'une entreprise et d'une économie qui favorise l'intérêt général, est avant tout structurel : ancrage local, contrôle par l'ensemble des parties prenantes, au premier rang desquels figurent les travailleurs, et activités génératrices d'utilité sociale et/ou environnementale? En contre-point de ce capitalisme dévoyé qui s'apparente à la recherche exclusive et la plus immédiate possible du profit et de cette financiarisation qui transforme l'économie et la société contemporaines en les organisant autour d'une nouvelle cohérence articulée sur l'efficacité financière.

Si ces trois conditions sont réunies, l'entreprise est porteuse de réussite économique là où la froide logique financière engendre un désert économique. Mais, en outre, elle est porteuse de l'intérêt général. La bonne nouvelle est que ce modèle et son développement ne dépendent que de nous, les porteurs de projets entrepreneuriaux et les citoyens qui souhaitent que leur argent contribue au financement de leurs activités.

Du fin fond des États-Unis, des directeurs financiers intéressés par le versement de dividendes ont rayé de la carte un site sans la moindre considération pour des milliers de familles.

Cette actualité qui nous fait côtoyer le meilleur et le pire questionne la finalité et la solidité de notre économie. Ne sommes-nous pas en train de vivre un changement de paradigme où les priorités sont redessinées ? Qui n'est plus l'apanage d'une minorité argentée qui la pille et la détruit mais une économie contrôlée par le plus grand nombre grâce à ce large mouvement citoyen qui finance directement les initiatives économiques locales. Pour le dire autrement et paraphraser Churchill, ne sommes-nous pas en train de redécouvrir la démocratie économique, le pire des systèmes, à l'exclusion de tous les autres ? ■

FESTIVAL FINANCITÉ

DU 14 AU 29 OCTOBRE 2016

PROGRAMME ET RÉSERVATION SUR WWW.FINANCITE.BE

BELGIQUE

FESTIVAL FINANCITÉ :

→ LES MONNAIES CITOYENNES À L'HONNEUR

Du 14 au 29 octobre se tiendra la sixième édition du Festival Financité, avec en ouverture une conférence de Jérôme Blanc, maître de conférences à l'Université Lyon 2. Rencontre avec ce spécialiste des monnaies locales et citoyennes.

Propos recueillis par Julien Collinet

— On assiste, un peu partout en Wallonie, à la naissance de monnaies citoyennes. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Le récent attrait pour les monnaies citoyennes est avant tout lié au fait que beaucoup d'expériences se développent et ont créé une dynamique. Certaines ont été assez marquantes pour servir de support de réflexion et de mise en œuvre sur certains territoires. Je pense au Chiemgauer en Bavière, au Bristol Pound en Angleterre ou encore à l'Eusko au Pays basque. Ce sont des exemples assez réussis qui font que l'on peut désormais construire des choses. En Wallonie les projets ont été influencés par le cas français, où le processus a été lent, puisque les premières réflexions sont nées à la fin des 90.

— Cela s'explique-t-il aussi par un rejet de l'euro ?

Quand on écoute les militants qui décident de lancer une monnaie, il y a très souvent un discours critique par rapport au système bancaire, par rapport à la

Banque centrale européenne, donc, par rapport à l'euro. La crise de 2008 a aussi beaucoup joué. Les questions autour de la spéculation sont des éléments clés de leur argumentation. Mais la réalité locale prouve que, pour l'instant, ces monnaies sont très loin de pouvoir combattre ce qui est dénoncé.

— Quelles sont les vertus des monnaies citoyennes ?

Pour avoir un impact économique, il faudrait que le nombre d'utilisateurs soit très important, or ce n'est jamais le cas : cela reste marginal. En revanche, au niveau d'une micro-échelle, on observe que des choses changent. Surtout lorsque les prestataires changent de fournisseurs pour pouvoir utiliser eux-mêmes la monnaie. Les monnaies citoyennes permettent aussi de mobiliser les gens autour d'un projet. Ce n'est pas rien. Les habitants peuvent décider ensemble de quelque chose qui les concerne. Il y a enfin une dimension pédagogique très importante, par la diffusion d'idées. Les utilisateurs font aussi redescendre la monnaie de son piédestal, ils découvrent qu'elle peut jouer directement sur la qualité des productions de leur région.

— Quels sont les facteurs clés pour qu'un projet de monnaie fonctionne ?

Un réseau militant est souvent indispensable. Des projets se lancent avant tout là où il y a déjà un réseau associatif constitué.

Jérôme Blanc



Mais cela ne suffit pas. Une mobilisation de la population doit se faire au-delà de ces cercles. Sur le versant économique, pour que cela fonctionne, il faut un travail permanent. La monnaie ne peut circuler d'elle-même. Il y a un effort important pour la faire connaître, pour l'expliquer. Il faut donc des bénévoles, mais, si possible, des salariés. Et cela impose de mobiliser des partenaires variés qui pourront financer le projet. Les collectivités locales peuvent tenir ce rôle, mais, attention !, ces dernières doivent laisser le projet dans les mains des citoyens, sinon, cela peut devenir contreproductif.

— En Belgique, il y a de nombreuses monnaies dans des villes moyennes, mais pas à Bruxelles. Idem en France, à Paris. Comment l'expliquez-vous ?

La trop grande taille de ces territoires ne joue pas en leur faveur et nécessite des moyens importants. À Lyon, où le bassin de population s'étend à 1,4 million d'habitants, cinq années ont été nécessaires pour que le projet voie le jour. Le rapport à ce qui peut être produit sur place est très fort, en particulier pour ce qui concerne la production agricole. Cela pose donc problème dans les grandes métropoles. Il faut toutefois noter qu'à Londres, à Brixton, qui est un quartier bohème, une monnaie est née. Pareillement à Montreuil, une commune limitrophe de Paris, sur un territoire relativement marqué par le militantisme. ■



BENJAMIN TIMLETT

MUPPET SHOW

Imaginé par l'ancien Monty Python Terry Jones, le documentaire « Boom Bust Boom », s'attache à retracer l'histoire des crises financières. Marionnettes, comédie musicale et une bonne dose d'humour rendent ce film réjouissant et accessible à tous. Rencontre avec Benjamin Timlett co-réalisateur du film.

Propos recueillis par Julien Collinet

Comment est né ce film ?

L'objectif initial n'était pas de réaliser un film. Un ami, frustré de sa carrière dans le monde financier, a été invité à des prises de paroles à l'Université d'Amsterdam. Il souhaitait apprendre aux étudiants l'exact inverse de ce qu'on leur enseigne d'habitude. Il nous a envoyé ses notes afin que l'on réalise des animations pour appuyer son discours, et y ajouter un côté divertissant et comique. Quand Terry Jones des Monty Pythons les a lues, il est s'est écrié : il faut absolument en faire un film ! Terry s'est passionné pour le sujet, a fait énormément de recherches. Mais on ne se rendait pas encore compte combien cela serait difficile.

Parce que vous n'étiez pas experts sur ce sujet ?

Non, il est finalement assez facile d'assimiler ces concepts. Mais le but était de faire un film, accessible au plus grand nombre. Et si l'économie n'est pas si compliquée, elle reste extrêmement difficile à illustrer, ce n'est pas un sujet théâtral. C'est pour cette raison que nous avons utilisé des marionnettes, et écrit de nombreuses chansons. Terry a écrit dans un style bien à lui, fortement inspiré de son travail avec les Monty Pythons. Il fallait que le film soit divertissant, joyeux et naïf. Grâce à la comédie, vous pouvez toucher beaucoup plus de monde. C'est la clé pour captiver les gens. Cela devrait être pareil à l'école, c'est ma conviction.

Il y a déjà eu de nombreux documentaires sur la finance depuis 2008 pourquoi en faire un nouveau ?

Effectivement, mais nous n'avons pas voulu faire un film sur les conséquences sociales des crises, ou sur les banquiers, cela a très bien été fait des milliers fois. On a souhaité se concentrer sur le système en son entier, avec un effort de pédagogie. Cela nous a pris énormément de temps au montage afin de garder le spectateur en haleine. On s'est également beaucoup concentré sur l'histoire des crises financières qui est une éternelle répétition. Il est assez sidérant de voir que quand une nouvelle génération arrive, elle s' imagine plus intelligente que celle de ses parents et reproduit les mêmes erreurs. Dans le film, un économiste renommé, Robert Shiller, raconte qu'avant 2008, il a rencontré un des managers d'une agence qui fera faillite avec la

crise des subprimes. Il lui a demandé s'il existait un plan de crise. Le manager lui a répondu que tout était prévu, même si l'immobilier chutait de 13%. Et au-delà ? Il n'y avait soi-disant aucune chance, puisque ce n'était jamais arrivé... depuis la grande dépression.

Espérez-vous qu'avec ce film les téléspectateurs pourraient comprendre les risques et conséquences d'utiliser tel ou tel produit financier ?

Ça me fait penser à une anecdote pendant le montage du film. On travaillait sur une séquence où une marionnette, souscrit chez son banquier à un « ninja loan » (ou prêt ninja, des prêts à haut-risque octroyés à des personnes à faibles revenus). J'ai réalisé d'un coup que l'on m'avait refourgué ce type d'emprunt ! La personne qui m'a vendu le prêt hypothécaire, m'a dit : vous n'avez pas de revenus fixes, vous ne gagnez pas beaucoup, donc d'après l'ordinateur, vous n'êtes pas solvable. Mais si vous voulez ce prêt je vous l'octroie. Il n'a rien vérifié...

Pourquoi très peu de financiers ou d'économistes néo-classiques s'expriment dans le film ?

Il est très dur, voire impossible d'obtenir le témoignage de financiers. Ils sont liés à des clauses de confidentialité très strictes. Concernant les économistes, ça ne nous intéressait pas de donner la parole à ceux qui l'ont tout le temps dans les médias et dans les sphères politiques. Au contraire, nous avons tenté de rééquilibrer la balance. ■

Boom, Bust, Boom, de Terry Jones, Bill Jones et Benjamin Timlett, 70 mins, 2016.

